

Chapitre VI

L'ère des indépendances (1808-1825)

Des réformes aux crises. De colonies à nations.

La «longue attente» (1825-1850/1880)

1. DES RÉFORMES AUX CRISES

L'Indépendance des colonies espagnoles intervint dans une conjoncture particulière, fruit d'événements en Europe. Elle couronne aussi un siècle d'évolution contrastée dans les Indes et résulte d'une transformation des rapports entre l'Espagne et ses royaumes d'outre-mer.

Le XVIII^e siècle en Amérique espagnole se caractérise par quatre traits principaux:

- Une croissance générale, mais inégale dans le temps et dans l'espace;
- Un réaménagement des relations métropole-colonies, particulièrement après 1760;
- Un siècle de contestations, avec des révoltes, des insurrections, avec à l'arrivée une rupture;
- C'est à la périphérie que se produisent les plus grands changements, alors que le cœur de l'empire exprime un conservatisme. Cette inversion est importante pour comprendre les mouvements d'indépendance après 1808.

a) Les éléments de croissances

Il y eut une forte **croissance démographique** au XVIII^e siècle avec des variations chronologiques dans le rythme, l'espace et les groupes socioraciaux. L'Amérique ibérique passerait de 11M en 1700 à 19M en 1800. Le Brésil bondit par exemple de 0,5M à 2M. La population à la périphérie croît plus vite qu'en Nouvelle-Espagne ou au Pérou. L'immigration joue aussi un plus grand rôle. L'importation d'esclaves mène le bal: peut-être 300 000 entrées entre 1761 et 1810, dont la moitié (140 000) va vers Cuba; le Rio de la Plata accueille néanmoins 45 000 entrées entre 1750 et 1810. Il vint peut-être 40-50 000 Espagnols, la très grande majorité après 1762, ce qui accrût l'impact politique de leur présence. Les péninsulaires formaient cependant une minorité: 15 000 en Nouvelle-Espagne vers 1800 sur 6M, moins au Pérou sur 1,5M. Les *Castas* devinrent le premier groupe. Le Chili comptait 84 000 hab. en 1700 et 383 000 vers 1810.

La production d'argent se ranime énormément. Au Mexique, elle atteint 10 Mp dès les années 1720, puis grimpe à 20M vers 1800. De grandes entrepri-

ses y dominaient l'industrie, avec des investissements supérieurs à 1Mp et plus de 1000 employés. Le Pérou alignait plutôt de petites entreprises avec une douzaine de mineurs.

Le siècle des périphéries

La croissance fut plus forte à la **périphérie** (Cuba, Chili, Venezuela, Rio de la Plata). La demande induite par le secteur minier (le marché américain) dynamisa l'industrie espagnole qui réclamait des matières premières. Les bénéficiaires en furent les marchands et les *hacendados* (tabac, cacao, *yerba*, blé, café, sucre, cuirs). La création de deux vice-royautés (ayant pour sièges Bogotá et Buenos Aires) attira une bureaucratie et des immigrants.

Les économies périphériques avaient été bridées par la pénurie de main-d'œuvre. L'immigration changea la situation. Buenos Aires, Caracas, Bogotá et Santiago connurent un essor. La Havane devint la deuxième ville d'empire avec 80 000 hab. en 1780. La croissance urbaine créa une demande pour l'agriculture et les produits importés. Il en résulta une expansion de l'économie de marché et de l'économie monétaire.

Les **dépenses publiques** (engagées dans les salaires des fonctionnaires, les constructions publiques ou les fortifications) furent un stimulant. La multiplication des impôts et la pression fiscale forcèrent le recours à l'économie monétaire. Impact positif ou négatif? Il fut sûrement négatif pour le niveau de vie des gens. Les produits du tabac, par exemple, coûtent davantage. Pendant que le surplus colonial s'exporte plus facilement, on observe une réduction de la consommation solvable.

La préoccupation pour la **sécurité de l'empire** stimula des travaux de défense à la périphérie. Pensons aux dépenses militaires à La Havane. Cuba est l'économie qui profite le plus, enregistrant, entre 1759 et 1789, une multiplication des moulins à sucre (par trois) et de la production (par huit). Les plantations s'agrandissent, ont plus d'esclaves. Une élite sucrière créole s'impose. Les esclaves concurrencent le travail libre dans les villes. Il en va de même en Colombie (or) et au Venezuela (cacao). Les importations colombiennes sont multipliées par cinq entre 1760 et 1810; les textiles importés déplacent la production locale. Le Venezuela exporte des mules dans les Caraïbes en échange d'esclaves.

Le Rio de la Plata connaît aussi un boom. Buenos Aires devient le troisième port après Vera Cruz et Callao. Buenos Aires exporte plus de 1M de peaux en fin de siècle (mais importe des cuirs tannés!), de la viande salée et séchée.

Il n'empêche que les métaux précieux constituaient 80-90 % des exportations pour le Chili (la production minière y atteint 1Mp vers 1800), le Rio de la Plata, la Colombie. Dans la mesure où les produits agricoles

(périssables) constituaient une part croissante des exportations, les économies périphériques étaient très dépendantes du maintien des liaisons interocéaniques avec l'Espagne. Voilà pourquoi les guerres de la période 1792-1820 vont perturber gravement le commerce légal. Les économies périphériques s'étant internationalisées, elles étaient plus dépendantes de l'extérieur en 1800 qu'en 1700.

b) Révision des relations métropole-colonies

L'Espagne s'emploie à transformer le pacte colonial pour le rendre plus efficace, plus rentable pour la métropole. Elle découvre tard le colbertisme: elle implante des manufactures royales (ce sera un échec), des compagnies à privilèges (pour l'exploitation de produits à la périphérie) qu'elle prétend utiliser pour encadrer le commerce, pour accroître ses recettes fiscales, pour consolider la défense.

- **Priorité:** défendre l'empire face aux convoitises des autres puissances

La prise de La Havane (et de Manille) par les Anglais en 1762 agit comme un révélateur des faiblesses de l'empire espagnol. La Couronne doit améliorer **la défense**. Les coûts devront être assumés par les colonies. Se met en place un train de réformes afin d'accroître les recettes fiscales et le commerce avec la métropole. José de Gálvez est dépêché en Nouvelle-Espagne pour procéder à une inspection générale préalable. Les réformes s'appliqueront par la suite dans les autres vice-royautés.

Armées et milices

La Couronne crée des **armées coloniales**. Les troupes régulières atteignent 6 150 hommes en Nouvelle-Espagne et 2 000 hommes au Pérou vers 1800. On accroît considérablement les milices: à 24 000 h. en Nouvelle-Espagne et à 18 000 h. au Pérou. On note une prédominance des Péninsulaires chez les officiers et même chez la troupe. Les Créoles prédominent dans les milices: les postes d'officiers sont mis en vente. Mais un officier péninsulaire de l'armée régulière est assigné à chaque unité pour superviser l'entraînement.

L'octroi du *fuero* militaire ne suffit pas à stimuler le recrutement. On ratisse les tavernes, on recrute des criminels. Les miliciens ont des armes inadéquates. Mal payés, des soldats vendent ou mettent leurs armes en caution. L'indiscipline est générale.

Les frais de défense absorbent une part importante du budget (60 % en Nouvelle-Espagne vers 1790). Les frais militaires peuvent même dépasser les revenus: ainsi l'armée régulière à Cuba coûte

annuellement 650 000 p., alors que les revenus locaux s'élèvent à 178 000, de sorte que Cuba dépend de subsides mexicains. Autre exemple: les salaires militaires coûtent 3Mp à Buenos Aires entre 1796 et 1800. La défense perturbait également le marché local de main-d'œuvre.

- Affirmer son contrôle au moyen d'une bureaucratie loyale et plus nombreuse

À défaut de racheter les charges qu'elle avait vendues depuis plus d'un siècle, majoritairement à des créoles, la Couronne nomme des péninsulaires aux postes vacants. Un renouvellement s'ensuit: à l'audience de Mexico, en 1750, un seul des 15 membres comptait moins de 5 ans de service; vers 1780, 13 des 18 membres étaient des nouveaux venus. À Lima, 13 des 18 membres étaient des créoles; en 1780, il n'y avait plus que 5 créoles. La Couronne crée des monopoles ou reprend des activités qu'elle avait affermées, doublant ou quadruplant les fonctionnaires.

Surtout, elle introduit un nouveau fonctionnaire: l'**intendant**, un maillon plus solide dans la chaîne. Les 7 intendants péruviens supervisent 58 subdélégués; les 12 intendants mexicains s'occupent de 150 subdélégués. Ils sont bien payés, ils ont des attributions étendues (justice, finance, défense, administration). Les villes bénéficient de leurs soins éclairés. Mais les subdélégués ne sont pas à la hauteur.

La Couronne veut aussi réduire le statut de l'Église et la subordonner dans tout ce qui ne relève pas de la doctrine. Elle limite le *fuero* ecclésiastique, mettant fin au droit d'asile (des églises) et à l'immunité du clergé dans plusieurs domaines. Les Jésuites seront les premières victimes en raison de leur indépendance envers la monarchie, de leur richesse, de leur influence. L'expulsion appliquée en 1767 frappe 680 Jésuites en Nouvelle-Espagne et 500 au Pérou. La vente de leurs biens rapportera plus de 11Mp. L'expulsion provoquera des réactions en Nouvelle-Espagne.

Les Jésuites du Paraguay

Au Paraguay, l'Église était plus pauvre que dans les vieilles vice-royautés. Les Jésuites y étaient un cas spécial: une puissance économique (par le contrôle du commerce de la *yerba mate*) sur les marges convoitées par les Brésiliens. L'expulsion des Jésuites aura des effets catastrophiques. Les territoires seront cédés par des *hacendados* laïcs, confiés à d'autres ordres ou admi-

nistrés par les autorités. Il s'ensuivra une expansion de l'économie de marché dans le Rio de la Plata.

- Réformer le commerce

À partir de 1765, l'Espagne entreprend de libéraliser le commerce "dans l'empire". Elle ouvre le commerce des Antilles à des ports métropolitains. En 1789, elle permet à la Nouvelle-Espagne et au Venezuela de commercer avec 16 ports métropolitains. On abaisse les douanes. Il s'ensuit un bond dans les échanges, favorisé par le bond dans la production minière (comme au Mexique). Les exportations vers l'Amérique sont frappées de droits *ad valorem* de 6 % pour les produits espagnols et de 7 % pour les produits étrangers.

- Accroître les impôts

Les recettes fiscales d'origine mexicaine font un bond. Les impôts sur le commerce représentent 5Mp/an entre 1780 et 1809. Ceux provenant des monopoles (dont le tabac) dépassent 9M. Le tribut rapporte 1M; les impôts miniers, 3,5M. Après 1775, la hausse des impôts s'accompagne même d'inflation, un phénomène nouveau.

La ponction monétaire s'accroît. Si l'on compare la valeur du monnayage et les exportations de numéraire par Veracruz, la Nouvelle-Espagne perdit entre 1766 et 1791 85 % de la monnaie qu'elle frappait. La ponction fiscale correspond à 35 % de la fuite. Les impôts grimpent formidablement. Ainsi ceux qui frappent la consommation passent de 0,25Mp par an vers 1750 à 3M vers 1790. Tout un tour de vis fiscal!

Moins prospère, le Pérou connut une hausse plus modeste, mais les dépenses pour la défense furent relativement plus élevées. Entre 1760 et 1800, la Nouvelle-Espagne envoya vers l'Espagne plus de 90Mp de revenus royaux. Le Pérou n'envoya rien!

De l'examen des effets de ces croissances multiples dans une région clé du Mexique, je concluais, dans un livre publié en 1979 (*Michoacán en la Nueva España*), que c'était une croissance sans développement, dans la mesure où elle accroissait les inégalités sociales et ne profitait qu'à la métropole et à ses agents.

c) L'impact de l'évolution sur la structure sociale

Distinguons ici encore le **centre** et la périphérie. La Nouvelle-Espagne est la société où se vivent les

plus forts contrastes. Une centaine de familles (créoles surtout) avaient une fortune d'un million. C'était un milieu assez fermé auquel les autres membres d'élite étaient liés à titre d'employés, de clients. Lima avait moins de millionnaires, mais plus d'aristocrates titrés. Le Mexique aurait connu une plus grande pauvreté que le Pérou. La mobilité sociale y aurait été plus descendante qu'ascendante, sauf pour les péninsulaires qui profitaient de l'expansion du commerce et de la bureaucratie et qui épousaient des créoles nanties.

En **périphérie**, de grands marchands dominaient le commerce et le crédit aux producteurs. On observe l'apparition de nouvelles élites: planteurs de cacao au Venezuela, éleveurs et producteurs de *yerba* au Rio de la Plata, hacendados du blé au Chili, planteurs sucriers à Cuba. Ce sont de nouveaux hommes dont la fortune n'est pas concentrée dans les grands centres urbains, mais en province. Ils seront actifs dans le mouvement d'Indépendance. Si l'importation d'esclaves résout le problème de bras, elle stimule le racisme et dévalue le travail manuel. L'esclave déplace un travailleur libre, entraînant une montée de la criminalité et de la violence.

En 50 ans, la composition socioraciale s'est beaucoup transformée à la périphérie, à l'avantage des *Castas*, ce qui nourrit une plus grande conscience raciale. À la périphérie, les nouveaux riches dépendaient de produits non prestigieux (*hierba*, peaux, sucre, café). Ils étaient plus dispersés sur un territoire en expansion. Les autorités coloniales ne faisaient pas le poids, ni par leur provenance sociale (des militaires ou des fonctionnaires sans richesse ou titre propres), ni par les édifices officiels (distincts des palais du Pérou ou de la Nouvelle-Espagne, des sociétés aristocratiques).

d) Un siècle de contestations

Entre 1580 et 1730, les Indes ne connurent pas de ces fièvres, de ces révoltes qui scandèrent l'histoire européenne ou chinoise, notamment au 17^e siècle (en France, en Allemagne, en Russie). Quelques tumultes (Mexico en 1692), mais en général régna la *pax hispanica*. Il en ira différemment au XVIII^e siècle.

En 1780, José Gabriel Candorcanqui (qui prit le nom de Tupac Amaru II), un *kuraka* de Tinta, dirigea un soulèvement qui réclamait la fin du *repartimiento* et de *mita*, de meilleures conditions dans les mines et obrajes, la création d'une *audiencia* à

Cuzco, l'abolition des *corregidores*. L'insurrection de Tupac Amaru II dura trois ans. Le manque d'unité entre Quechua et Aymara scella son destin. Il y eut plus de 100 000 morts. La paix fut restaurée en 1783. C'est le mouvement majeur. Mais il s'inscrit dans une série. On observe en effet une multiplication des révoltes dans les Andes: 16 entre 1740 et 1759, mais 40 entre 1760 et 1779.

Il y eut d'autres contestations. Ainsi le conflit au **Paraguay** entre les colons et les Jésuites sur l'accès à la main-d'œuvre indienne et à la *yerba*. Il donne lieu à une guerre ouverte entre 1721 et 1735. Le mouvement *comunero* est mené par des marchands et de gros agriculteurs d'Asunción.

En 1749, éclate une rébellion des producteurs de cacao contre le monopole de la Compagnie de Caracas (blâmée pour les vils prix pour le cacao, le mauvais approvisionnement d'articles importés, la lutte contre la contrebande).

Des émotions au Michocán en 1767 coïncident avec l'expulsion des Jésuites, mais constituent une réaction à la conscription, à l'implantation du monopole du tabac. Il y eut 85 pendus. On oublia la mansuétude traditionnelle. À noter que la géographie des émotions de 1767 colle avec le soulèvement de Hidalgo en 1810.

Il y a enfin le soulèvement des *Comuneros* de Nouvelle-Grenade en 1781. Le contexte est la hausse du taux de l'alcabala (pour défrayer des ouvrages de défense), des prix du tabac et de l'eau-de-vie, et la réduction de l'aire de culture du tabac; de mauvaises récoltes et une épidémie s'ajoutent. Des milliers de gens des secteurs moyens et populaires se mobilisent. Les rebelles armés marchent sur Bogotá. L'archevêque Caballero y Góngora pacifie en offrant d'abord des concessions, donnant à l'armée le temps pour reprendre le contrôle.

e) Quel fut le rôle des Lumières?

Les Indes deviendront indépendantes entre 1810 et 1825 au terme de luttes. On peut être tenté de voir dans ces contestations des mouvements précurseurs et d'attribuer ces mouvements à l'influence des Lumières et du cycle révolutionnaire (1776-1783; 1789). Quel rôle tient la diffusion des Lumières dans ces contestations?

On ne voit pas traces d'une influence décisive. Ainsi, dans toutes ces révoltes, les chefs proclamaient leur loyauté envers la Couronne et ne visaient que les abus du système. Les revendications

sont souvent localisées. On s'élève contre les monopoles. On crie «Vive le Roi, et mort au mauvais gouvernement». Les *comuneros* de Mérida (1781) crient «Vive Notre-Dame du Secours! Vive saint Bonaventure!» Vive notre catholique monarque Charles III! Mort au mauvais gouvernement et haut les coeurs!»

Il n'y a pas de liaison entre les soulèvements et les Lumières. La violence populaire répondait à des abus administratifs (corruption), à une fiscalité inédite, à la flambée des prix. La cible de fureur était les fonctionnaires royaux. Les nouveaux monopoles sont détestés. Ils confirment le déplacement de la fiscalité de la production minière et du grand commerce vers la consommation pour tous.

Ces tumultes ou rébellions constituent souvent des fronts multiraciaux. La conspiration d'Oruro en 1739 est dirigée par un créole, un kuraka et un métis. Parmi les 102 dirigeants arrêtés lors de l'insurrection de Tupac Amaru II, il n'y a que 30 % d'Indiens. Le front est fragile. C'est le kuraka Pumacahua qui défait Tupac Amaru II. Ces fronts suscitent aussi la peur chez les puissants menacés par l'égalitarisme. D'anciens théâtres de révoltes deviennent immunisés. Les distances, les méfiances et les haines empêchent la constitution d'un mouvement d'indépendance continental.

Une nouveauté: le clergé, victime des réformes, n'est plus l'allié fidèle d'antan. Il participe aux contestations au Paraguay, en Nouvelle-Grenade, et bientôt en Nouvelle-Espagne.

Les insurgés de 1810 défendent la légitimité créole en appelant à la tradition d'un «pacte social» entre la monarchie espagnole et le peuple. On retrouve les discours des théologiens et des *comuneros* du XVI^e siècle! Le peuple était une entité concrète (les créoles) et non le concept universaliste. Les ecclésiastiques occupent une grande place dans l'élaboration de ce discours.

Quel est le climat politique et idéologique à la fin du XVIII^e siècle?

L'expulsion des Jésuites (2600 en Indes, 600 au Brésil) signifie la perte d'éducateurs, mais ouvre à de nouvelles idées: raison, expérimentation, science, utilitarisme. L'imprimerie connaît un essor. Des journaux paraissent: *Mercurio Peruano* (1790-1795), *Gaceta de Literatura* (avec des articles sur les techniques, la médecine, l'agronomie). Le *Mercurio Peruano* compte près de 400 abonnés, dont 9 % dans d'autres vice-royautés. La Couronne

autorise des expéditions scientifiques (celle de Malaspina étudie le milieu naturel), des missions d'experts miniers (Nordenflicht, Elhuyar), des voyages de savants (Humboldt).

L'Espagne fut le principal canal de transmission. Les ecclésiastiques détenaient des livres défendus. Des savants étrangers diffusent également des idées. Les marchands et les marins US diffusent des tracts républicains. Des sociétés économiques et des loges maçonniques se créent dans les principales villes de la périphérie vouées au progrès et à la raison. Reconnaissons toutefois que les Lumières intéressent une petite minorité.

Les réformes bourbonniennes sont filles des Lumières autant que du despotisme. La seconde moitié du XVIII^e siècle fourmille de projets. Le comte d'Aranda se déclare pour l'abolition de la société de castes. Il envisagera même l'indépendance des Indes dans le cadre d'une confédération. On peut y voir un «proto-libéralisme» (Horst Pietschmann).

Les esprits éclairés d'Europe ne se privent pas de dénigrer l'Amérique, ce qui a pu gêner la diffusion des Lumières en Amérique. Pensons à Buffon et surtout au Hollandais de Pauw qui parlent de la dégénérescence américaine. C'est contre ces idées que des exilés jésuites (Clavijero, Vizcardo) écriront leur amour de l'Amérique et défendront les créoles. Les grands auteurs politiques (Voltaire, Rousseau, Robertson, Raynal) sont connus. Mais la tradition est forte: Moreno fait traduire le *Contrat social* après l'avoir expurgé des passages hostiles à l'Église. Le «cordon sanitaire» érigé par les monarchies ibériques, surtout après 1789, limite la pénétration. Les plus fervents «révolutionnaires» sont à l'étranger (l'officier cosmopolite Miranda, le jeune Bolivar).

Quel fut le poids de l'exemple nord-américain? L'étudiant brésilien José Joaquim Maia s'illusionne lorsqu'il dit à Jefferson rencontré à Nîmes: «La nature nous a faits habitants du même continent, et par conséquent, jusqu'à un certain point, nous sommes compatriotes».

On observe donc des tendances contradictoires. D'un côté, il y a glissement vers une plus grande **ouverture économique**, notamment à propos du commerce; il y a, d'autre part, **durcissement des structures socioraciales**. La société de castes s'appesantit au niveau du discours (pensons aux «peintures de castes») et l'exogamie recule. S'agit-il d'une endogamie formelle ou réelle? Peut-être se limite-t-on à appliquer l'adage «Dis-moi qui tu épouses, je te dirai qui tu es», accordant les qualités

des époux. Même cela témoigne d'une obsession. Les particularismes se renforcent.

f) La situation européenne

Entre 1793 et 1803, l'Espagne fut presque constamment en guerre. D'abord au sein d'une coalition contre la France régicide, puis alliée à la France. (L'Espagne craignait une guerre terrestre plus qu'une guerre maritime). Puis l'Espagne fut en guerre avec la Grande-Bretagne en 1796 (perte de sa flotte à Cap Saint-Vincent, blocus de Cadix jusqu'en 1800). L'Espagne devint un satellite français. Une nouvelle guerre avec la Grande-Bretagne en 1804 se solde par la défaite de Trafalgar. La guerre engloutit des fortunes. La Couronne fait flèche de tout bois, multiplie emprunts, émet des billets royaux pour 64Mp (pesos de vellón) en 1794-95. La valeur des émissions dépassera le total de la valeur des revenus royaux d'origine américaine entre 1792 et 1807. C'est presque la faillite. Pour défendre les *vales reales*, l'État ordonne la vente des biens publics et ecclésiastiques en 1798 (contre la promesse de payer une rente de 3 %). Il étend la mesure à l'Amérique en 1804, mais contrairement à la situation espagnole, la fortune d'Église est constituée de prêts aux élites économiques qui se retrouvent menacées de saisies. Cette mesure suscite un large mécontentement. La Couronne prélève 15Mp, les deux-tiers en Nouvelle-Espagne, mais à un prix politique élevé.

La monarchie est aussi discréditée: pendant que Charles IV (1788-1808) chasse, le parvenu Godoy, amant de reine Luisa, dirige et attise une haine généralisée. Sous la pression, Charles IV abdique au profit de Ferdinand VII. Mais Napoléon le force à abdiquer au profit de son frère Joseph, entraînant une crise constitutionnelle. Les Juntas provinciales se substituent pour exercer la souveraineté. L'occupation impose une régence (non électorale), une anomalie dans le nouveau contexte. La Junte centrale convoque les *Cortes* pour rédiger une constitution. La constitution de 1812 sera de coupe libérale: monarchie constitutionnelle, séparation des pouvoirs, liberté de presse. Elle représente un coup dur pour les institutions d'ancien régime. Absolutistes et constitutionnalistes débattent, unis comme les monarchistes, alors que le monarque légitime est en exil!

L'activité en Espagne politise la vie aux Indes. La Junte centrale parle d'égalité entre les Américains et les Espagnols, convoque des élections pour élire

des députés. Il y a de grandes attentes dans les colonies pour des réformes d'envergure (commerce libre, fin des restrictions en matière de production industrielle, égalité totale, fin des monopoles, postes réservés aux créoles). L'égalité se révèle cependant rhétorique. Trois options surgissent aux Indes avec chacune leurs partisans: les absolutistes, les autonomistes, les indépendantistes.

II LES LUTTES POUR L'INDÉPENDANCE AUX INDES

On s'exposerait à ne rien comprendre à l'Amérique latine continentale si l'on ignorait au moins deux aspects de son accession à l'indépendance: 1) celle-ci fut partout l'œuvre de **minorités** (exception faite d'Haïti); 2) elle se produit dans l'ensemble, avec la notable exception du Brésil, au terme de **guerres civiles** qui témoignaient des divisions internes des sociétés coloniales et des rivalités entre les parties de l'Empire, face à l'hostilité de métropole, sous la protection intéressée et concurrente de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

a) Œuvre de minorités

Qui dit indépendance dit sentiment national comme support idéologique surtout si l'indépendance doit être arrachée par une lutte armée. En Amérique latine, le sentiment national n'est pas populaire. La participation des masses ne résulte pas d'une conscience nationale (qui n'émergera qu'*a posteriori*). Elle répondit à d'autres mobiles. Elle fut discontinuë, fluctuante, contradictoire: la mobilisation se fit le plus souvent au bénéfice des forces royalistes, anti-patriotiques. Les masses fournirent les matériaux idéologiques (dans la mesure où les autorités firent référence au peuple dans leur discours) et servirent de chair à canon.

Si les mouvements qui triompheront sont **anticoloniaux**, ils le doivent aux créoles, appuyés, il est vrai, par certaines couches à l'intérieur des masses. La maturation du patriotisme créole (dans son sens élitiste) fut en effet un processus de longue durée, enclenché très tôt après la conquête et l'"américanisation" des conquérants. Le chroniqueur A. de la Calancha écrivait à la fin du XVI^e siècle: "los nacidos en /le Perú/ son peregrinos en su patria; los advenedizos son los herederos de sus honras". Au Mexique, le culte de Guadalupe témoigne d'une distanciation et d'une autonomie spirituelle.

Mais c'est la "**seconde conquête**", entamée vers 1760, qui accéléra la maturation du patriotisme créole. On désigne sous ce terme l'ensemble des mesures prises par les métropoles (espagnole et portugaise) pour appesantir le contrôle administratif, commercial, militaire et fiscal sur leurs colonies. On parle aussi à partir de 1763 du "second Empire britannique". Un train de réformes viendra léser les intérêts des créoles.

Rappel des réformes bourbonniennes:

- des réformes **administratives**: l'introduction des intendances perturbe les réseaux de connivence entre les fonctionnaires royaux et la classe propriétaire.
- des réformes **économiques**: l'abolition du *repartimiento* affecte les intérêts des marchands et des *hacendados*; l'ouverture du commerce mécontente les partisans du monopole sans satisfaire les libre-cambistes.
- des réformes **fiscales**: l'accroissement de la ponction fiscale par la création de nombreux impôts et la meilleure perception des anciens (la régie ou administration directe déplace les "fermiers" créoles). Ces innovations fiscales seront à l'origine de révoltes sur l'horizon de 1780.

Le comble pour les créoles est que ces réformes seront appliquées par une armée de fonctionnaires péninsulaires. Les créoles sont déplacés au sein des appareils au profit d'immigrants méprisants de plus en plus nombreux. L'avenir paraît se bloquer pour de nombreux jeunes créoles en quête de postes et de promotions.

L'événement catalyseur sera cependant externe: c'est l'invasion de la péninsule ibérique en 1808 par les troupes napoléoniennes. Charles IV est forcé de démissionner. Le pouvoir légitime devient vacant. On observe une unanimité dans la réaction: des juntes s'organisent partout aux Indes, à l'imitation des juntes dans la péninsule, et revendiquent le pouvoir au nom de Ferdinand VII. Le mouvement a d'abord une expression *loyaliste*. Très vite il devient anticolonial à travers des phases et pour des motifs qui divergent d'une partie à l'autre de l'Empire. D'unité dans la réponse à une situation de crise en Espagne, on passe à la **diversité**:

■ **à la périphérie** de l'Empire: au cône sud et dans le triangle nord du continent sud-américain, là où la présence impériale avait été plus faible, l'indépendance sera acquise plus rapidement, non sans

revers (Venezuela, Colombie) vers 1815. Il s'agit des "maillons faibles" de la chaîne impérialiste.

■ **au cœur** de l'Empire, le Mexique et le Pérou constituent une sorte de bastion. L'indépendance sera postérieure à 1820, au Mexique, en réaction à la "révolution libérale" de 1820 en métropole, au Pérou, par l'intervention des armées "libératrices" venues du Sud et du Nord (qui vainquent les forces impériales en 1824).

Cette diversité reflète donc des positions différenciées des parties au sein du système impérial. Elle colle aussi à des différences au niveau des structures sociales. La diversité dépend aussi des activités et des réactions des masses. Or celles-ci n'ont pas partout le même contenu. N'est-il pas instructif que l'indépendance soit d'abord acquise dans ces régions de l'Empire où prédominent les métis et les créoles? Sans être homogènes, ces sociétés affichent moins d'écart sociaux.

En revanche, les bastions du loyalisme sont ces sociétés qui comptent une majorité indienne, tels le Mexique, le Pérou, la Bolivie) ou noire (Cuba et Brésil). Les dominants ont peur des dominés. Il y a pour stimuler leur peur de dangereux précédents: la révolte du Tupac Amaru (en 1780-81) fut une leçon pour l'élite créole; l'insurrection des esclaves à Saint-Domingue inquiète les maîtres; le soulèvement populaire au Mexique en 1810 avorte quand les créoles apeurés par la haine manifestée par les insurgés (majoritairement de couleur) contre les possédants abandonnent le mouvement. Conséquence: le Pérou devra être libéré de l'extérieur, Cuba se tiendra tranquille, profitant de la prospérité sucrière consécutive à la destruction des plantations à Saint-Domingue. Le Brésil fera sécession derrière l'héritier au trône du Portugal quand Pedro décidera de ne pas rentrer en métropole (prononçant le fameux "Fico"), préférant devenir Pedro I du Brésil. Le Mexique déclarera son indépendance plutôt que d'accepter une constitution libérale venue d'Espagne.

Même ailleurs, le "front anticolonial" n'agglutine les couches populaires qu'après 1815, quand Ferdinand VII, revenu sur le trône, tente de reconquérir les colonies par le feu et le sang, en lançant la "guerre a muerte". Les masses témoignent alors d'un anti-colonialisme **défensif**. Les *llaneros* du Venezuela, ralliés au début aux forces loyalistes et impériales, basculent alors du côté des armées "patriotiques".

La participation des masses prit surtout des formes extrêmes: pillage, assassinat, haine de classes (on ne distingue pas toujours entre les péninsulaires et les créoles). C'est la "bola". La participation a l'allure d'un carnaval, alors qu'on assiste à une inversion des structures sociales. Des membres des élites créoles se repentirent à l'occasion d'avoir mobilisé les masses à leur cause, sans pouvoir les contrôler. Bolivar redoutait ce type de dérapage. Il sacrifia ainsi Píar, un allié populaire, car il menaçait l'unité du mouvement.

Deux fronts se constituent au cœur des mouvements:

■ **vers le haut** et vers l'extérieur, contre l'élite péninsulaire et le colonialisme;

■ **vers le bas**, contre le radicalisme des masses et de certains leaders (au Mexique, contre Hidalgo et Morelos, l'un sera jugé et exécuté; au Rio de la Plata, contre Artigas)

En somme, l'indépendance des colonies espagnoles est la conséquence d'un concours de circonstances et moins le couronnement d'un processus de maturation politique. Les catalyseurs du processus sont la crise constitutionnelle de 1808, les revirements dans la péninsule, l'incapacité des Espagnols à admettre la volonté réformiste (autonomiste) dans les colonies. On a affaire à une **crise de légitimité**. La situation en Espagne (lutte contre l'occupation française jusqu'en 1813) fait que l'indépendance dépendit d'un rapport de forces aux Indes. Ce rapport varia beaucoup d'un bout à l'autre de l'empire. Là où les divisions étaient intenses, la lutte fut longue.

b) Les mouvements d'indépendance comme révolutions bourgeoises frustrées, inachevées

Ils s'inscrivent dans le cycle des révolutions bourgeoises de part et d'autre de l'Atlantique. En Amérique, le courant bourgeois est porté par la fraction anti-monopole, anti-coloniale de la bourgeoisie marchande, mais non antiféodale, car les propriétaires terriens sont très présents dans la lutte entraînant leurs hommes (des employés, des paysans actifs sur leurs domaines), à titre de clients, avec eux dans les causes qu'ils endossent et les combats qu'ils livrent.

Les modèles idéologiques conformes à l'époque (lumières, constitutionnalisme, libre commerce, etc.) sont portés par une partie de **classe agrarienne** qui joue un rôle hégémonique. Cette dernière aspire à

l'indépendance pour se libérer des contrôles impériaux et ainsi renforcer son propre contrôle sur les masses.

Le caractère **radical** - au niveau surtout du verbe - de ces mouvements tient à la participation de la petite bourgeoisie urbaine éduquée (clergé, avocats, professeurs...), coupée de la production matérielle, sans grand avenir politique à l'intérieur du système impérial, et donc très engagée. D'où aussi une intense production idéologique, patriotique dans ce milieu. Il s'exprime dans un courant créole-républicain. Il est jacobin, au sens où il recherche une alliance avec les masses. On y observe une nette influence de la Révolution française. Pour la majorité des dirigeants, le modèle n'est pas cependant la Révolution française, jugée trop plébéienne et dangereuse pour l'ordre social, mais plutôt la Révolution américaine, celle des Treize colonies en 1776, qui fut capable d'harmoniser le progrès et l'esclavage.

La Révolution dans les colonies espagnoles et au Brésil ne cherche pas l'élimination des formes précapitalistes de production, d'exploitation et de domination. La question agraire constitue la pierre de touche. Dans la majorité des pays elle ne fut tout simplement pas posée. La pratique des gouvernements républicains sera même de renforcer le latifundisme en procédant à une distribution de terres prises aux ennemis ou au domaine public en faveur des chefs de guerre. On ne doit pas s'étonner: la révolution est réalisée par "en haut", par des personnes qui sont souvent directement ou accessoirement de grands propriétaires.

La distance entre le radicalisme politique (variable et surtout verbal) et une conduite socio-économique conservatrice se reconnaît dans deux questions: (1) celle de l'abolition de l'esclavage (il ne faut pas affecter les intérêts des propriétaires); et (2) celle du statut indigène (on souhaite rompre les liens entre les Indiens et la Couronne, en conservant si possible le tribut).

La révolution prépare néanmoins des changements qui paveront la voie au développement graduel (non radical) du capitalisme, y compris dans les campagnes: élimination de la propriété corporative (celle que détiennent les Indiens, les municipalités, l'Église) en faveur de la propriété privée; abolition de l'esclavage noir; abolition du tribut indigène; mise en circulation des terres, expropriation de producteurs, élargissement du marché du travail. Il

y aura aussi ouverture des marchés par la libération du commerce. L'indépendance, par les changements qu'elle rend possible, au niveau juridique ou institutionnel, participe à sa manière de la progression des valeurs d'échange au détriment des valeurs d'usage, une évolution favorable (mais non suffisante) au développement du capitalisme. Il ne faut donc pas perdre de vue les effets à long terme. L'indépendance constitue une condition pour le triomphe du libéralisme économique.

Chaque révolution se donne des tâches partielles. Le caractère inachevé de la révolution bourgeoise en Amérique latine tient aussi à l'immaturité de l'élément bourgeois. Son caractère bourgeois tient à l'effet d'entraînement qu'ont sur elle d'autres révolutions plus nettement bourgeoises et qui lui sont contemporaines. Les mouvements d'indépendance en Amérique latine tendent à emprunter leurs mots d'ordre, leurs idéologies aux révolutions bourgeoises contemporaines. Ce seront des révolutions frustrées du fait que leur expression essentiellement anticoloniale s'habille d'un langage emprunté qui tend à s'inscrire dans des réalités politiques locales (constitutions, gouvernements, législations) même si les réalités socio-économiques sont toutes autres. D'où l'apparition d'une contradiction durable. On a l'impression que tous ces changements ne sont que de la "frime", "para ingres ver". L'immaturité de l'élément bourgeois tient aussi au statut colonial de l'espace américain: 1) le commerce est monopolisé par les métropolitains; 2) les Indes connaissent des entraves légales et institutionnelles à l'avènement d'un secteur manufacturier; 3) le poids des rapports serviles assujettis à la valeur d'échange, sans être pénétrés par la logique de la marchandise.

La révolution bourgeoise peut se développer suivant une ligne ascendante, à travers des étapes (et non tout d'un coup), des périodes de réformes, avec des moments de radicalisation et une succession de fractions dirigeantes, qui aboutit à détruire progressivement les bases de l'ancien régime.

Le Brésil: de colonie à Nation

Une fois que la colonie fut devenue exportatrice de sucre grâce à l'esclavage, l'État portugais n'intervint peu. Mais au XVIII^e siècle, il eut une vision plus mercantiliste, interventionniste. La découverte d'or changea le rapport. L'élite agraire sut absorber les nouveaux acteurs et s'accommoder de l'interventionnisme de l'État. Les planteurs contrôlaient les municipes. En revanche, les magistrats se recrutaient au Portugal et étaient souvent mutés comme tous les officiers royaux.

Des 136 ministres de la *relação* de Bahia entre 1609 et 1759 il n'y eut que 10 créoles. Ils étaient cependant intégrés à l'élite locale par des mariages. Les élites ont su en dépit des interdits rendre les gouvernement municipal et royal sensibles à leurs intérêts. Le gouvernement municipal se composait de deux juges ordinaires et de trois conseillers (souvent des planteurs).

Il y aura une réorganisation administrative au 18^e siècle pour doter le Brésil d'un meilleur encadrement administratif, judiciaire et fiscal. Vers 1770, on compte 9 capitaineries-générales et 9 capitaineries subalternes. Un deuxième tribunal supérieur (*relação*) est créé à Rio. Mais il n'y a pas de vice-roi. Lisbonne paraît contrôler davantage. Elle préside à une plus grande centralisation. Les élites locales ont cependant plus d'autonomie effective qu'aux Indes.

Le Marquis de Pombal, premier ministre sous José I, dirigea la politique portugaise à la façon d'un dictateur. Les grands ministres qui lui succédèrent étaient tout aussi influencés par l'objectif de modernisation économique et administrative: agriculture, manufacture, commerce, fiscalité, éducation devaient concourir à un Portugal plus prospère. Les réformes pombaliennes n'incluaient pas de concessions à l'autonomie locale. L'autorité politique fut renforcée dans le sens d'une centralisation. Le gouverneur-général de Rio pouvait être désigné comme vice-roi; seuls les gouverneurs des capitaineries subordonnées relevaient de lui. Tous les gouverneurs des capitaineries-générales dépendaient directement de Lisbonne (du ministère de la Marine et des Territoires d'Outre-Mer).

L'administration du Brésil fut révisée dans un sens centralisateur au profit des représentants royaux (aux dépens des municipaux). L'expansion considérable des productions exportables fut favorisée par la neutralité portugaise. En 1779, Martinho de Melo e Castro reconnaissait que «sans le Brésil le Portugal est une puissance insignifiante». À partir de 1790 la balance commerciale devient déficitaire entre le Portugal et le Brésil approvisionné par l'Angleterre via le Portugal ou par la contrebande.

La conscience nationale prend racine chez une minorité de *poderosos da terra* et chez quelques libéraux des secteurs moyens. Ils sont conscients de conflits d'intérêts entre le Brésil et le Portugal attardé, militairement faible. Il n'y avait au Brésil en 1800 que 2000 soldats réguliers (contre 6000 en Nouvelle-Espagne), une majorité d'officiers créoles.

Il ne faudrait pas exagérer la césure. L'oligarchie brésilienne n'était pas de vieille souche, sauf à Pernambuco ou Bahia où plusieurs familles comptaient des ancêtres parmi les *donatários*. La classe agrarienne était de première génération. La domination portugaise était moins pesante que son homologue espagnole: plus pauvre, elle s'accommodait de cadres intermédiaires créoles. Le Portugal dirigeait plus que l'Espagne par le biais d'une classe locale. L'élite acquérait une formation commune, dans les universités portugaises. Le tiers de la

population était constitué d'esclaves et un autre tiers de mulâtres. L'oligarchie blanche était habitée par la peur raciale. Elle dépendait pour la traite des marchands portugais.

Il y eut **deux conspirations**.

Ce fut d'abord l'*Inconfidência mineira* en 1788-89 dans une région en récession. Plusieurs puissants étaient impliqués, une majorité des créoles, mais aussi des intellectuels éduqués à Coimbra. D'abord protestation contre l'innovation dans le prélèvement d'impôts, elle devient anti-coloniale et s'inspire de la Révolution américaine. La conspiration est découverte et ses chefs sont arrêtés. Tiradentes sera pendu; il deviendra par la suite un héros national.

La conspiration des tailleurs à Bahia en 1798 est plus sérieuse. Urbaine, elle vise à soulever esclaves et gens de couleur libres. Menée par des artisans et des soldats, elle prend comme référence la Révolution française. On rêve de créer une république et d'abolir l'esclavage. L'élite de Bahia n'en veut pas.

Les dirigeants portugais se montrèrent plus éclairés que leurs homologues espagnols. L'Angleterre avait perdu ses colonies américaines. Il fallait procéder à une modernisation prudente. On nomme des Brésiliens à de hautes fonctions au Portugal et au Brésil. Sousa Coutinho recommande le transfert de la cour au Brésil. Une proposition faite déjà en 1738 par Dom Luis da Cunha conscient que le Brésil était plus riche que le Portugal et que Rio était mieux situé pour diriger un empire maritime.

En 1807, une élite (près de 15 000 personnes) émigre sous la protection de navires anglais. Un monarque débarque dans Nouveau-Monde. Les Brésiliens ont parlé de la «métropolitainisation» de la colonie. Car beaucoup des membres de l'entourage sont anti-Brésiliens. Pourtant Dom João prend parti pour l'oligarchie et cède aux demandes: fin d'interdiction pour les manufactures, ouverture des ports. Les Anglais multiplient les pressions pour plus, y compris l'abolition de la traite négrière portugaise. Marshal Beresford préside le Conseil de Régence à Lisbonne. On assiste à l'afflux d'étrangers, de savants, de peintres (Debret, Taunay), car Dom Pedro était marié à Leopoldina de Habsbourg. En 1815, le Brésil fut élevé au rang de royaume, sur un pied d'égalité avec le Portugal. Dom João accorde des titres de noblesse non héréditaires à des Brésiliens. Cela flatte l'élite. Mais le Brésil doit défrayer les coûts de la cour.

On n'assiste qu'à un seul épisode contestataire, sans lendemain. On proclame une république à Pernambuco en 1817. Menée par des planteurs et d'autres membres d'élite, la conspiration se prononce pour la tolérance religieuse et l'égalité des droits avec maintien de l'esclavage. La Grande-Bretagne refuse d'appuyer les rebelles.

Le retour de la paix au Portugal (plusieurs membres de la Cour rentrent à Lisbonne) suscite une tension au Brésil entre un parti brésilien et un parti portugais. Dom Pedro, devenu roi, hésite à rentrer de peur de perdre le Brésil en rentrant. Lors des élections aux Côtes en 1821 (on adopte la constitution espagnole de 1812), presque tous les élus brésiliens sont créoles, parmi eux des radicaux. Le Brésil avait obtenu 70-75 députés sur plus de 200. Puis les Côtes décident de réduire le Brésil à son statut de colonie. Les Portugais commirent la même erreur que les Espagnols. Le Brésil avait trop progressé depuis 1808 pour accepter moins que l'égalité. Le parti brésilien triomphe. Ce sera «*O fisco*». D. Pedro nomme comme chef de cabinet un Brésilien issu d'une riche famille de Santos. Tous les autres membres sont Portugais. D. Pedro préféra diriger le mouvement plutôt que d'être emporté par les Libéraux brésiliens. Des historiens pensent que la majorité des élites brésiliennes préféreraient en 1822 l'autonomie à l'indépendance.

En somme, l'indépendance du Brésil (comme celle des États-Unis et des nations hispano-américaines) résulte d'une crise générale — économique, politique et idéologique — du système colonial. Elle résulte d'un concours de circonstances politiques et militaires en Europe avec leurs effets en Amérique. La venue de la cour portugaise fut influente. Elle rapprocha le Brésil de la couronne. Mais les Brésiliens ne pensaient pas à l'indépendance. C'est la révolution de 1820, le retour de la cour à Lisbonne, et la tentative des Portugais de ramener le pendule qui forcèrent l'élite brésilienne à prendre la route de l'indépendance. Le Brésil ne se fragmenta pas. Le centre-sud, le nord-est et le nord avaient été des mondes différents, avec leurs propres espaces économiques, séparés par des grandes distances et de mauvaises communications. Rio et São Paulo prirent la tête. Les autres élites régionales les suivirent, confortées par le leadership de Dom Pedro (qui assurait légitimité, stabilité, unité). La centralisation bureaucratique et judiciaire joua un rôle. Le Brésil bénéficia d'une reconnaissance rapide de son indépendance (les États-Unis dès 1824, le Portugal en 1825, la Grande-Bretagne en 1826). Le Brésil versa au Portugal une indemnité de 2 M£. Il paya aussi pour les bons offices de la Grande-Bretagne: fin de la traite brésilienne en 1830, traité commercial anglo-brésilien de 1827, limitant les tarifs à 15% sur les produits anglais. Il s'ensuivit une remarquable continuité au plan économique, politique et social. La Grande-Bretagne devint le principal partenaire. Aucun soulèvement social ne menaça la transition. Aucune concession au petit peuple ne fut nécessaire. Les conjurations libérales et républicaines (1817, 1821-23, 1824) furent défaites. L'indépendance fut une **révolution conservatrice**.

c) Une décolonisation ratée

L'indépendance se réalise selon des modalités destructrices et dans un contexte hostile.

Alors que la majorité des pays africains et asiatiques ont accédé à l'indépendance à la suite de négociations (entre des partenaires inégaux) et du retrait tactique des métropoles, les pays d'Amérique latine (exception faite du Brésil) acquièrent leur indépendance au terme d'une **guerre prolongée**. Celle-ci prit tour à tour selon les pays l'aspect d'une guerre civile (durant la première phase) ou de guerre de libération nationale (après 1815), un peu comme l'Algérie ou l'Indochine et surtout comme les colonies portugaises d'Afrique. L'Amérique latine ne put non plus bénéficier au moment de sa reconstruction de l'aide internationale (venue, dans le cas des pays afro-asiatiques, de l'Occident, de l'URSS, de la Chine, voire de Cuba) ni d'aucune expérience historique autre que celle offerte par les États-Unis, une société si différente par son peuplement et par ses rapports sociaux.

Les guerres d'indépendance s'accompagnent d'une **imposante destruction** dont nous parlons plus loin.

L'indépendance affronte enfin un **contexte hostile**:

- le boycottage par les nations continentales réunies au sein de Sainte-Alliance, d'où la nécessité de se placer sous la protection de la première puissance navale, commerciale et industrielle du monde, qui voit sa chance de dominer les nouvelles nations. (ex: Bolivar recherchant l'appui britannique)

- la menace persistante d'une reconquête espagnole: l'Espagne reconquiert la République Dominicaine entre 1861 et 1865 et tente de revenir sur le Pacifique entre 1864 et 1867 quand sa flotte de guerre s'empare d'îles péruviennes, bombarde Callao-Valparaiso et n'échoue qu'en raison de la résistance du Pérou et du Chili. L'Espagne met du temps à reconnaître les nombreux États: Mexique (1836), Équateur (1840), Chili (1844), Venezuela (1845), Bolivie (1847), ... Argentine (1858), ... Pérou et Salvador (1865), Paraguay (1880), Colombie (1881), Uruguay (1882), Honduras (1894).

- l'hostilité envers les péninsulaires soupçonnés de collaboration entraîne l'émigration de cadres, le drainage de capitaux. Les Espagnols seront expulsés du Mexique et du Paraguay; des milliers seront fusillés au Venezuela.

- la conjoncture que connaît l'Europe alors que les capitaux servent à la construction ferroviaire et au

démarrage industriel (entraînant la hausse dans les taux d'intérêt). La Grande-Bretagne s'intéresse à l'Amérique latine comme simple débouché pour ses produits.

■ l'indépendance donne lieu à une balkanisation: les Provinces-Unies du Río de Plata (détachement du Paraguay en 1811, de l'Uruguay en 1828). La Confédération péruano-bolivienne vole en éclats en 1839; la Grande-Colombie éclate en trois nations (Colombie, Venezuela, Équateur): l'Empire mexicain s'écroule en 1823); les Provinces-Unies d'Amérique centrale se défont avant 1837. Notons aussi l'échec d'un système continental. Quand le panaméricanisme renaîtra, à la fin du siècle, il sera "made in USA". Cette balkanisation était sans doute inscrite dans l'espace précolombien, mais elle fut accentuée par le colonialisme. L'Empire réunissait politiquement des espaces qu'il tendait à morceler économiquement (en interdisant les liens directs, en stimulant la concurrence, en imposant une intégration transversale [Espagne-Indes] plutôt qu'horizontale [entre les parties des Indes]). L'évolution aurait pu être pire à cet égard. Le XIX^e siècle fut en effet le siècle des régionalismes, alors que s'affirmaient les forces centrifuges. L'Amérique latine aurait donc pu se morceler davantage.

Le caractère inachevé de la révolution facilitera une recolonisation indirecte par le biais d'une intégration au marché capitaliste mondial.

Le néocolonialisme ne se comprend pas seulement de l'extérieur. Il s'explique aussi par un refus de décolonisation interne. Les classes dominantes utilisent leurs relations avec l'Europe pour justifier leur domination (blanche) et la consolider matériellement. Les réformes libérales auront en Amérique latine des effets franchement négatifs. Elles seront le véhicule de l'implantation du mode de production capitaliste à la prussienne, "par le haut".

III LES PROBLÈMES DES NOUVEAUX ÉTATS. LA SITUATION VERS 1830.

Quels sont les grands problèmes qui se posent vers 1830? Ce sont l'organisation des nouveaux États, le rétablissement de l'ordre et la relance de l'économie. De l'optimisme initial des créoles et des étrangers on passe au pessimisme. «Nous avons labouré la mer», écrivit Bolivar. Conflits entre régions, entre élites, entre groupes socioraciaux. L'autorité fait défaut, les moyens manquent. Le

désordre est endémique: guerres civiles, banditisme, criminalité.

a) une économie en ruines

L'indépendance fut acquise à un coût économique énorme. Toutes les régions sont plus pauvres en 1830 qu'en 1800. Les pertes de vies sont énormes, peut-être moins sur les champs de bataille (en raison d'un armement limité) qu'à l'occasion du pillage, lorsque les troupes pénètrent dans les villes. Les guerres ont entraîné la destruction d'installations minières, de récoltes, de troupeaux, d'équipement. Le recrutement (forcé) avait frappé davantage le secteur lié aux exportations. Les guerres ont provoqué d'importants mouvements migratoires (pour échapper à la conscription ou pour suivre les armées) et se sont accompagnées d'épidémies. Les armées en campagne se sont livrées à des pillages (contre les ennemis ou par besoin de se nourrir). On a aboli le travail forcé (la *mita*) et l'esclavage pour des raisons politiques (s'assurer des appuis) ou idéologiques. L'indiscipline règne. La pénurie de main-d'œuvre sévit en maints endroits.

Il y a eu fuite de capitaux. Les Péninsulaires sont expulsés, se réfugient à Cuba, retournent en Espagne. Toutes les parties mettent l'Église à contribution pour financer les dépenses publiques. On emprunte comme l'avait fait l'Espagne. Les recettes fiscales sont hypothéquées pour servir la dette. Dans les années 1820, les gouvernements empruntent 18M£ en Europe, mais ne reçoivent que 10M. Ils sont reconnus insolvable en 1830, ce qui compliquera la tâche de trouver des prêteurs par la suite.

Certaines productions profitent d'une demande: café vénézuélien, cuivre chilien, les régions les mieux articulées aux marchés européens. Mais on constate une fragilité en raison des fluctuations des prix et de la demande. L'économie est vulnérable aux cycles.

En général, l'ordre économique est moins favorable en 1850 qu'en 1800. La dislocation du Río de la Plata crée des espaces économiques moins interdépendants, la production artisanale et manufacturière ne bénéficie plus de la protection. On assiste à une ruralisation de la société. Seules quelques villes (Buenos Aires, Caracas, Rio) échappent à stagnation.

b) un gouvernement à reconstruire

L'indépendance entraîne la démolition de l'édifice administratif, la liquidation de fonctionnaires, le renouvellement des bureaucrates. La solution monarchiste (San Martín, Iturbide) est écartée au profit de la solution républicaine. Tous les dirigeants exercent des pouvoirs dictatoriaux (Rivadavia, O'Higgins, Bolívar, Páez, Sucre) pour faire face à la menace du chaos. Ce sera le règne des *caudillos*.

Les ressources fiscales sont limitées. Les nouvelles républiques n'ont pas l'efficacité qu'avait la bureaucratie pour percevoir les impôts. Les douanes deviennent l'unique source, constituant 80 % des revenus. L'Argentine applique des douanes internes entre ses provinces. L'État demeure le principal employeur et consommateur, un acteur économique important. Les militaires s'affirment aux dépens de l'autorité civile. Ce n'est pas que l'État dispose de troupes imposantes. Les armées privées ou régionales, outil du fédéralisme, menacent la stabilité du gouvernement central.

Des conflits à propos de l'Église (éducation, liberté religieuse, richesse). La Papauté profite de l'indépendance pour mettre fin au *patronato*, alors que les États cherchent à disposer d'un épiscopat loyal et voudraient reconduire le patronage dont bénéficiaient l'Espagne.

c) une société différente ?

Les Créoles obtiennent le monopole des postes dans les appareils d'État et dans l'Église. Mais ces postes n'apportent plus le même prestige et ne suscitent plus autant de convoitise entre familles. L'origine familiale, le lieu de naissance, la couleur ont moins d'importance qu'à l'époque coloniale. La richesse devient le principal vecteur de statut. Le Brésil (avec sa monarchie et sa cour) est l'exception. Les *hacendados* apprécient davantage la vie rurale. Les villes pourtant sont plus ouvertes aux modes et aux influences qu'apportent des colonies marchandes. Les citadins se considèrent supérieurs et déprécient la campagne. Des conflits libéraux/conservateurs, villes/campagnes couvent, qui éclateront à la fin du siècle.

Les masses ne profitent pas de l'indépendance. Le travail forcé persiste ou est restauré, dans la pratique, sinon en droit. Le Pérou et la Bolivie maintiennent le tribut, ce qui les oblige cependant à préserver les communautés qui le versent. La mobi-

lité sociale n'existe que pour une minorité de gens de couleur qui accèdent à des postes importants (armée, pouvoir). Les préjugés raciaux demeurent. Les ascensions se font sur le plan individuel, liées à des enrichissements, à la participation aux conflits comme chefs. On observe donc la persistance d'une domination blanche.

IV LA LONGUE ATTENTE (1825-1850/1880)

C'est par ce titre que nous croyons le mieux caractériser cette période qui, selon pays, va de 1825 à 1850/80. Il faut être conscient que ce faisant on adopte le point de vue des élites et une perspective qui voit les choses depuis l'extérieur.

Ce n'est pas que les échanges furent insignifiants. C'est l'erreur de D.C.M. Platt qui parle de l'"autonomie" de l'Amérique latine durant le premier demi-siècle d'indépendance pour nier le rôle de l'impérialisme britannique et pour démontrer *a contrario* ce qu'implique pour la périphérie le défaut de relations avec le centre (anémie économique/instabilité politique). Pour Platt, l'essor dès 1880 aurait reposé sur les bases édifiées durant l'"autonomie"!

■ Il y eut des produits et des pays à forte expansion. Citons, pour la période d'avant 1850/80, le sucre cubain, le guano péruvien, le café brésilien, le cuivre chilien.

■ L'Amérique latine fut durant la période 1820-50 importateur de produits britanniques pour une valeur correspondant presque aux importations US (174 M £ contre 200 M £ en 30 ans). Ces importations étaient surtout composées de tissus. Vers 1840, les marchés indiens et latino-américains absorbaient respectivement 22 et 35 % des cotonnades britanniques exportées.

Les échanges n'atteignaient pas l'ampleur que les uns et autres auraient souhaitée. Pourquoi? L'Europe avait beaucoup à vendre, mais peu à acheter. Il faudra une révolution des transports et l'urbanisation accélérée de l'Europe pour que l'Amérique latine puisse jouer rôle de "grenier", de "garde-manger", de réservoir minéralogique, d'éponge à capitaux. Le grand problème de cette période c'est l'État. Et l'image dominante qui se dégage est celle du chaos, de l'instabilité chronique.

Les pays d'Amérique latine émergent à la vie nationale sous le signe de débats qui prolongent les

conflits apparus depuis 1808 à propos de la relation **coloniale**, de l'activité économique, des formes de gouvernement, des idéologies.

■ Il n'y a aucun symbole pour incarner **l'unité**. Il s'ensuit un effondrement de l'autorité. Le pouvoir repose sur l'usage de la **force**. Le pouvoir est au bout des fusils: cela se reproduira au Mexique dans les années 1910 quand l'accès à la Convention sera fonction des troupes qu'on commande.

■ L'armature des nouveaux États sera **militaire**. On ne gouverne qu'avec l'appui des armes. On déplace l'adversaire et ses hommes par d'autres troupes. La fidélité au chef constitue la base du système politique. L'éthique politique est une d'origine militaire.

■ Le maintien de l'ordre est la préoccupation majeure. Mais la distance est courte entre le statut de gardiens d'ordre et celui de facteurs de désordre.

L'État n'existe d'abord qu'à travers la reconnaissance extérieure, fort précaire. Les mouvements d'émancipation furent d'origine municipale. Des municipalités, on passa à des mouvements nationaux. Les appareils d'État furent réduits durant la phase d'émancipation à des institutions administratives et judiciaires locales (*juntas, directorios*). L'État ne sera d'abord qu'une surimposition d'autonomies.

D'où un débat acrimonieux entre unitarisme et fédéralisme, entre partisans d'un État central fort, sur le modèle hispanique, et les défenseurs des particularités régionales. Il y a opposition dans la lutte entre ceux qui aspirent à contrôler le **pouvoir central** (ex.: les marchands de Buenos Aires) et ceux qui défendent l'**autonomie**. L'Amérique latine au XIX^e siècle est une mosaïque d'entités régionales formées autour d'une liaison entre les classes dominantes et les masses. Chaque région présente un moule politique particulier traduisant l'hégémonie d'une oligarchie locale qui a développé des formes de contrôle politique appropriées à leurs intérêts économiques. L'oligarchie et ce pouvoir ont pris racines dans la période coloniale, dans le rapport ville-campagne.

Il n'y a que le Chili et le Costa Rica qui arrivent à se doter d'un État central dès 1830-40 grâce, notamment à l'homogénéité des vallées centrales. Ce sont les seuls qui ne connaissent pas le caudillisme.

Le caudillisme

C'est la forme politique que prend l'articulation entre des structures régionales autonomes et l'État en voie de centralisation, le caudillo étant l'agent de cette transition. Le caudillisme a fait son temps lorsque triomphent les forces qui poussent à l'homogénéisation et à la centralisation des institutions de domination de classe. Les oligarchies régionales n'arrivent plus à se reproduire sans l'État. Le caudillisme correspond donc à un moment dans la construction de l'État.

Sous réserve d'une démonstration plus ample, on peut dire, en première approximation, que le caudillisme est l'expression de ces luttes de factions. Celles-ci auraient davantage une base spatiale qu'un contenu de classe. Le caudillisme disparaîtra une fois que l'oligarchie aura réussi à se trouver sa cohésion. Au Pérou, par exemple, cela ne se produira qu'après 1869.

Le régionalisme sera en net recul après 1880. C'est comme si le marché mondial tendait à homogénéiser les espaces nationaux.

Comment gouverner?

Des régimes à poigne, caractérisés par un exécutif fort, se mettent en place. On parle de personnalisme, tellement la personne du président prédomine. La dictature fut l'un des traits majeurs des premiers gouvernements. Ce sera un trait durable.

La démocratie européenne n'est pas transposable en Amérique latine. Les dirigeants, tels Portales, Rosas, García Moreno, invoquent le besoin d'inculquer une moralité, de prêcher par l'exemple, l'utilité du paternalisme, l'immaturité du peuple.

La capacité de coercition est déterminante. L'appareil répressif sera central dans l'État. Il aura priorité. Pourquoi? L'expansion capitaliste en Amérique latine reposait sur la reproduction contradictoire de rapports de production non capitalistes (la force de travail n'étant pas directement marchandise), ce qui imposa à l'État de développer sa capacité coercitive plus que sa fonction simplement administrative. La violence dans les rapports sociaux supposait l'exercice d'une violence étatique.

Le présidentielisme triomphe. Seuls deux pays feront provisoirement l'essai de régimes parlementaires (le Chili, 1890-1924; le Brésil, 1890-1930), au lendemain d'une épreuve de force entre le Président Balmaceda et le Congrès, ou au terme d'une longue phase impériale, unique dans l'histoire de l'Amérique latine.

Seuls quatre États ont des constitutions de type fédératif (Brésil, Argentine, Venezuela et Mexique). Mais les pouvoirs du gouvernement central y sont, d'un point de vue canadien, exorbitants, réduisant à peu de chose la réalité fédérative. Ainsi en Argentine, le président peut destituer des gouverneurs de provinces.

Les constitutions ont une espérance de vie assez brève. Une étude réalisée vers 1960 dénombra plus de 200 constitutions, soit une moyenne de 10 constitutions par pays. La dernière constitution mexicaine remonte à 1917, mais le Salvador en a rédigé trois en 30 ans. L'histoire politique est ponctuée d'assemblées constituantes.

Il s'en faut enfin beaucoup pour que le **pays réel** coïncide avec le **pays légal**. Ainsi les constitutions reconnaissent les droits de l'homme, mais ne peuvent rien contre les atteintes quotidiennes. La constitution du Salvador (1962) reconnaît même le droit à l'insurrection!... sans doute réservé aux militaires. Au côté des structures légales existent des structures informelles de pouvoir, lesquelles affectent davantage les majorités que les conditions définies par les "blue sky laws". Le pouvoir judiciaire est généralement demeuré faible, dépendant de l'arbitraire présidentiel.